

Etats généraux des Comptes de la Nation : entre dramatisation et réalités

- Actualités -



Copyright © UNSA Fonction publique - Tous droits réservés

Le ministre de l'action et des comptes publics annonce le rétablissement de la journée de carence pour les agents publics au cours d'une séance consacrée au budget de la France. Cette focalisation sur les agents publics est pour l'UNSA contre productive alors que le sujet de la dette et de l'équilibre budgétaire est d'une tout autre nature.

Le gouvernement, par la voix de Gerald Darmanin, Ministre de l'Action et des comptes publics, a estimé, jeudi 6 juillet, lors des Etats généraux des comptes de la nation, en s'appuyant sur l'audit de la cour des comptes, qu'il manquerait entre 6 et 8 milliards pour permettre à la France d'atteindre son objectif de maintien sous la barre d'un déficit budgétaire de moins de 3% du PIB dès 2017 avec, en perspective, un retour à l'équilibre avant 2022.

Il a annoncé moins de dépenses publiques (budget de l'état, budget de la sécurité sociale, budget des collectivités) sur tout le quinquennat passant de 56% à 53% du PIB (part de la richesse nationale). Il a précisé qu'aucun ministère, même prioritaire, qu'aucun opérateur ne serait sanctuarisé.

Pour l'UNSA, ce choix de réductions drastiques des dépenses pour réduire le déficit budgétaire et contenir la dette ne devra pas se traduire par **une remise en cause du modèle social français fondée en partie sur la solidarité et sur le service public, véritable richesse de notre pays**. Moins de service public, cela peut être moins de dépenses, certes, mais aussi moins d'égalité pour les plus faibles de nos concitoyens et donc un coût supplémentaire pour la cohésion sociale.